



Paris, le 10 juin 2018

## Tribune **Les agriculteurs, lanceurs d'alerte pour les consommateurs !**

***La FNSEA et Jeunes Agriculteurs appellent les agriculteurs à se mobiliser pour faire entendre leur exaspération face aux contradictions du Gouvernement : il appelle les agriculteurs à monter en gamme pour répondre aux attentes des consommateurs et « en même temps », il ouvre les portes du marché français à l'importation de produits agricoles et alimentaires dont les normes de production ne respectent pas celles imposées sur notre territoire. Une incohérence conduisant des pans de notre agriculture à leur perte et trompant les consommateurs qui méritent d'être informés !***

La France aurait-elle fait le choix, d'une part, de borner son agriculture à la fourniture de biens alimentaires à haute valeur ajoutée à destination de ceux qui ont les moyens d'en payer le prix et d'autre part de s'approvisionner via l'importation à petit prix et sans contrôles, pour contenter les consommateurs les plus modestes ?

La question mérite d'être posée eu égard aux décisions récentes du Gouvernement.

D'un côté, ce dernier propose une loi « Etats Généraux de l'Alimentation » qui, tant bien que mal, tente de redéfinir le cadre d'un plus juste partage de la valeur ajoutée entre l'agriculteur et son aval, tout en engageant l'agriculture vers une meilleure performance sociale et environnementale. Une volonté partagée par les agriculteurs qui ne posent qu'une condition : obtenir un juste revenu de leur activité, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle. Une volonté illustrée par notre détermination à obtenir l'étiquetage de l'origine de la matière première sur tous les produits alimentaires transformés ; illustrée par le contrat de solutions que nous proposons en vue de répondre positivement aux attentes de réduction de l'usage et de l'impact des produits phytosanitaires.

D'un autre côté, le Gouvernement ouvre grand les portes à l'importation distorsive de produits alimentaires qui ne respectent pas les standards de production français, par la signature ou l'acceptation d'accords de libre-échange (CETA, Mercosur, Mexique, Australie, Nouvelle-Zélande...). Le CETA permet, par exemple, l'importation de produits contenant 46 molécules interdites en France... Stratégie édifiante qui va encore accélérer le déclin de l'agriculture française qui, rappelons-le, emploie avec l'ensemble des secteurs qui lui sont liés 14 % des actifs. Un moteur essentiel de l'activité économique des territoires ruraux.

Ainsi, le Gouvernement exige toujours plus des agriculteurs en leur imposant des contraintes supplémentaires et « en même temps », il les expose à une concurrence déloyale mortifère. Un « en même temps » qui ne fonctionne pas...

Cette attitude, renforcée par le silence du Président de la République sur la contribution stratégique du secteur agricole à l'équilibre de la balance commerciale française, laisse à penser que l'unique objectif assigné à l'agriculture française est la fourniture de produits haut de gamme pour le marché (de proximité) intérieur. C'est incompréhensible par des agriculteurs présents sur tous les marchés qui se sentent exclus de la vision agricole du Gouvernement.

Les agriculteurs sont trompés, nos concitoyens aussi ! Les importations, qui ne respectent pas les normes françaises, sans étiquetage sur les conditions de production, sans contrôles suffisants aux frontières, et à prix cassés à coup de dumping, vont totalement à l'encontre de la demande des consommateurs de plus de traçabilité et de qualité.



Plus grave encore, les produits se retrouveront dans la restauration collective ou dans les plats préparés avec un étiquetage trop souvent défaillant, voire inexistant. Le consommateur n'en aura aucune connaissance, tout comme il ignore que, déjà, 40% de la consommation française de poulet est importée ou qu'en 10 ans la part de fruits importés a augmenté de 67%...

« *Selon que vous serez puissant ou misérable, vous n'aurez pas la même qualité alimentaire...* », est-ce là l'objectif poursuivi ?

Une autre voie est pourtant possible. Une voie ambitieuse qui lie consommateurs et agriculteurs.

Au niveau européen tout d'abord, en portant l'ambition de définir les normes communes applicables sur l'ensemble du territoire afin de supprimer les distorsions internes inacceptables. L'ambition, par la taille du marché européen, d'imposer les standards européens qui protègent le consommateur, les sols, la biodiversité, les ressources... Ne laissons pas Trump ou Xi Jinping définir les standards de nos modes alimentaires.

L'ambition, enfin, de faire de l'étiquetage de l'origine une véritable règle qui permette aux consommateurs de choisir en connaissance de cause.

Au niveau français ensuite, en étant cohérent et en interdisant l'importation de tout produit de pays tiers ne correspondant pas aux standards de production français et en mesurant les impacts économiques de toutes nouvelles normes décidées en France.

Enfin, en accompagnant la montée en gamme des agriculteurs, qui sont encore en situation de crise, par la mobilisation du Grand Plan d'Investissement vers les exploitations mettant en œuvre les segmentations de marché et les transitions actées dans les Plans de filières issus des Etats Généraux de l'Alimentation.

Ainsi, agriculteurs et consommateurs seraient respectés. Car la transformation de l'agriculture se fera avec les agriculteurs et les consommateurs. C'est l'objet du pacte économique et sociétal que nous portons pour l'alimentation.

**Christiane LAMBERT**, présidente de la FNSEA  
**Jérémy DECERLE**, président des Jeunes Agriculteurs